



Défaillances et sauvegardes d'entreprises en France

3^{ème} trimestre 2018



SYNTHÈSE



PANORAMA GÉNÉRAL



Les défaillances d'entreprises enflent de nouveau cet été

11 563 procédures collectives enregistrées au 3^e trimestre 2018 (+6,8% vs T3 2017)

Sur le seul territoire métropolitain, la hausse est de +3,3% ;
Un trimestre atypique pour la Réunion

Paris le 26 octobre 2018 – La société Altares, spécialiste de la data economy, partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1^{er} réseau international d'informations BtoB, présente son étude trimestrielle sur les défaillances et sauvegardes d'entreprises du 3^e trimestre 2018.

« Après huit trimestres consécutifs de baisse, la sinistralité des entreprises remonte cet été. Tombée pour la première fois depuis dix ans sous le seuil de 11 000 défaillances au cours du 3^e trimestre 2017, elle repasse au-dessus de 11 500 sur le 3^e trimestre 2018. En tendance, cela représente une hausse de 6,8% qu'il convient de modérer du fait d'un jugement très exceptionnel d'extension de procédure de redressement judiciaire prononcé en août par le Tribunal Mixte de Commerce de Saint-Denis de la Réunion sur plus de 300 SNC filiales sans revenu de la société GESDOM. Corrigée de cette décision technique,

l'évolution demeure défavorable et tombe sous les 4%. Sur le seul territoire métropolitain, le nombre des défaillances d'entreprises augmente de 3,3% » note Thierry Millon, Directeur des études Altares.

« Les trois quarts des jugements concernent des micro-entreprises de moins de trois salariés, mais plus d'une trentaine de structures de plus de 100 salariés sont encore passées devant le tribunal ce trimestre, soit une défaillance de grosse PME tous les deux jours ouvrés. »

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre

	2014 T3	2015 T3	2016 T3	2017 T3	2018 T3	EVOLUTION T3 2018/2017	MOYENNE CINQ ANS
Sauvegardes	375	330	254	220	212	-3,6%	278
Redressements Judiciaires	3 816	3 729	3 318	3 150	3 563	13,1%	3 515
Liquidations Judiciaires directes	9 654	8 915	7 850	7 460	7 788	4,4%	8 333
Total France	13 845	12 974	11 422	10 830	11 563	6,8%	12 127
Total Emplois menacés	56 400	47 500	39 700	35 100	34 900	-200	42 720
Emplois menacés par entreprise	4,1	3,7	3,5	3,2	3,0		3,5

Moins de 35 000 emplois menacés.

Il y a cinq ans, les défaillances d'entreprises de l'été menaçaient plus de 56 000 emplois ; au cours de l'été 2018, ce nombre tombe sous 35 000. Cette amélioration reflète une diminution plus rapide de la sinistralité pour les PME que pour les TPE ; pendant que les défaillances de PME de plus de 10 salariés reculaient de 28% sur cinq ans, elles ne se rétractaient que de 13 % pour les TPE.

Les TPE constituent l'essentiel des défaillances (93%), toutefois les PME, en particulier les plus importantes, ne sont pas à l'abri des difficultés. 32 entreprises de plus de 100 salariés ont ainsi défailli cet été. Ce nombre, tombé à 26 il y a un an, évolue pourtant assez peu au fil des ans. Plus que le défaut de trésorerie, ce sont le manque d'investissement, les difficultés financières récurrentes et une stratégie pilotée, mais insuffisamment gouvernée, qui amènent devant le tribunal ces sociétés qui paradoxalement peuvent encore disposer d'un carnet de commande.

Des sauvegardes au plus bas, des liquidations directes en hausse.

212 procédures de sauvegarde ont été enregistrées au cours du 3^e trimestre 2018, un nombre au plus bas depuis l'été 2008 (160). Ce dispositif préventif représente désormais moins de 2% de l'ensemble des procédures collectives.

Le taux de redressements judiciaires est également légèrement en recul. Corrigé des 350 extensions de procédures à la Réunion, le nombre de RJ ressort en augmentation de 2,3% à 3 210. Les RJ concentrent désormais moins de 29% des jugements.

Les liquidations directes augmentent de 4,4% (7 788) et représentent de nouveau plus de 69% des procédures, comme en 2014.



On ne mord pas la main qui nous nourrit



En données glissées sur 12 mois, le nombre de défaillances d'entreprises était tombé sous le seuil des 54000 à partir de mars 2018. Mais en septembre, nous repassons de nouveau au-dessus à la faveur d'un évènement plus technique qu'économique (les procédures réunionnaises). Le dernier trimestre pourrait malgré tout permettre de nous rapprocher des 53 000 comme durant l'été 2008, mais pas de redescendre en dessous.

Les hésitations conjoncturelles, les incertitudes politiques, les pressions budgétaires sont autant de freins qui ont pesé sur la fluidité des business. Si les perspectives économiques restent favorables, le spectre de la crise plane encore, plus de dix ans après son déclenchement. Les pressions sur les délais de paiement sont venues rappeler ces derniers mois que les relations commerciales sont toujours déséquilibrées, que le sous-traitant est loin de pouvoir être considéré comme un co-traitant ; le petit fournisseur ne mord pas la main du gros client qui le nourrit, mais trop souvent en paye un lourd tribut!

conclut Thierry Millon.

La Réunion et le Grand-Est dans le rouge.

Les données trimestrielles ont été fortement perturbées par les chiffres de la Réunion. La SARL Gesdom, spécialisée dans la commercialisation de produits de défiscalisation dans les DOM TOM avait été placée en RJ en avril 2017 ; en août 2018, le Tribunal Mixte de Commerce de Saint-Denis de la Réunion a prononcé l'extension de la procédure aux 350 SNC GIR REUNION, dont Gesdom est responsable solidairement des dettes. Cette décision technique permet de poursuivre la procédure de redressement judiciaire de Gesdom dans le cadre d'une seule procédure étendue aux SNC, sous patrimoines communs.

Dans ces conditions, la Réunion a comptabilisé plus de 500 défaillances d'entreprises cet été, contre 140 un an plus tôt. Sur les autres DROM, la tendance est plus cohérente.

Dans le **Grand-Est**, les chiffres s'affolent là aussi. 949 procédures ont été ouvertes (+16%), c'est le plus mauvais résultat depuis 2014 (1 066). Restauration, Boulangerie ou Réparation automobile sont les plus exposés.

La **Corse** présente une sinistralité en plus forte hausse encore (+33%) mais avec 93 défaillances, l'île retrouve les valeurs relevées habituellement au cours de l'été ; le 3e trimestre 2017 avec 70 défaillances seulement avait été particulièrement bas.

La **Normandie** est également en hausse notable (+13%) en comparaison d'un été 2017 qui avait été

bas (469). Avec 529 défaillances relevées au cours du 3e trimestre 2018, la région reste loin des 621 enregistrées sur l'été 2015.

Comme pour sa région voisine, les **Hauts-de-France** affichent un dérapage sensible (+11%), mais là encore l'été 2017 avait été bon, permettant de ramener le nombre de défaillances à 812. Avec 900 procédures ouvertes ce 3e trimestre, les Hauts-de-France restent à distance de la sinistralité 2015.

Cinq autres régions métropolitaines accusent une augmentation du nombre de défaillances d'entreprises : Nouvelle-Aquitaine et Centre Val de Loire (+8%), Occitanie et Ile-de-France (+5%) et Bretagne (+3%).

PACA, Pays-de-la-Loire et Auvergne-Rhône-Alpes sur le podium

En Bourgogne – Franche-Comté les défaillances se stabilisent sous les 430 procédures, un nombre qui reste donc supérieur à celui relevé durant l'été 2016 (407).

Trois régions présentent des tendances très favorables. **Provence-Alpes-Côte-D'azur** enregistre un recul de près de 11% par rapport à l'été 2017 et revient à un plus bas niveau de défaillances (1 061) depuis 2006 (1030). **Pays-de-la-Loire** et **Auvergne-Rhône-Alpes**, avec respectivement 497 et 1 248 procédures (-5%) obtiennent leur meilleur chiffre depuis le 3e trimestre 2007.

La sinistralité des entreprises remonte dans plusieurs secteurs

La **construction** avait enregistré un fort recul des défaillances d'entreprises un an plus tôt (-11%). Ce 3e trimestre 2018 stoppe le mouvement. La sinistralité remonte de 2,7% à 2 757 procédures. Tous les corps de métier repassent dans le rouge ; La tendance est cependant plus marquée dans la construction de maisons individuelles.

Le **commerce**, deuxième poste de défaillances, stabilise sa sinistralité un peu au-dessus de 2 500 procédures. Si le commerce d'habillement (-11%) et le soin de la personne & optique (-16%) sont bien orientés, la vente et réparation de véhicules dérape de 6%.

L'**industrie** est également sur une tendance stable (+1%) portée par la manufacture (-12%) tandis que l'industrie alimentaire évolue très défavorablement (+24%) lestée par les produits de boulangerie-pâtisserie (+28%).

Dans les **services aux entreprises**, la sinistralité peut sembler exploser avec un rythme de +30%. Cependant, il convient de nuancer cette évolution. En effet, la lecture du niveau des défaillances dans les services administratifs aux entreprises est brouillée, ce trimestre, par le jugement d'extension prononcé à la Réunion sur les 350 SNC dont l'activité est rattachée à

la location – location bail. Corrigée de cette décision exceptionnelle, l'évolution des défaillances d'entreprises dans les services reste défavorable mais limitée à + 4%. Dans ce secteur, notons la bonne orientation des activités de conseil en communication et gestion (-23%) et les difficultés relevées dans la sécurité (+19%).

Dans le **transport** routier de marchandises le nombre de défaillances d'entreprises augmente rapidement (+17%) en particulier dans le fret interurbain. La sinistralité des taxis continue de battre des records avec 107 défaillances (+45%) ce 3e trimestre.

Le nombre de procédures collectives augmente sensiblement dans les services à destination du **consommateur** (+9%), dans la **restauration rapide** (+24%) ou les débits de boisson (+13%).

Dans les autres activités, la tendance est sévère pour les activités d'**enseignement** notamment de la conduite (+22%) et de formation continue d'adultes (+42%).

L'**Agriculture** est mal orientée (+8%) essentiellement dans la culture, qui avec 108 défaillances, enregistre son plus mauvais chiffre depuis 2014.

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

SOMMAIRE

PARTIE 1 Statistiques détaillées des défaillances

- 10** | Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) aux 3^{ème} trimestres sur 5 ans
Histogramme des défaillances sur 5 ans
- 11** | Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure
Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure
Statistiques des défaillances par région par nature de procédure
- 12** | Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure
- 14** | Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires au cours du 3^{ème} trimestre 2018
- 16** | Les défaillances d'entreprises en région au 3^{ème} trimestre 2018
- 17** | Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

ANNEXES

- 28** | Méthodologie
- 30** | Secteurs d'activité analysés



PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES
DES DÉFAILLANCES

Statistiques détaillées des défaillances 3ÈME TRIMESTRE 2018

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) aux 3^{ème} trimestres sur 5 ans (Les données sont arrêtées au 15 octobre de chaque année)

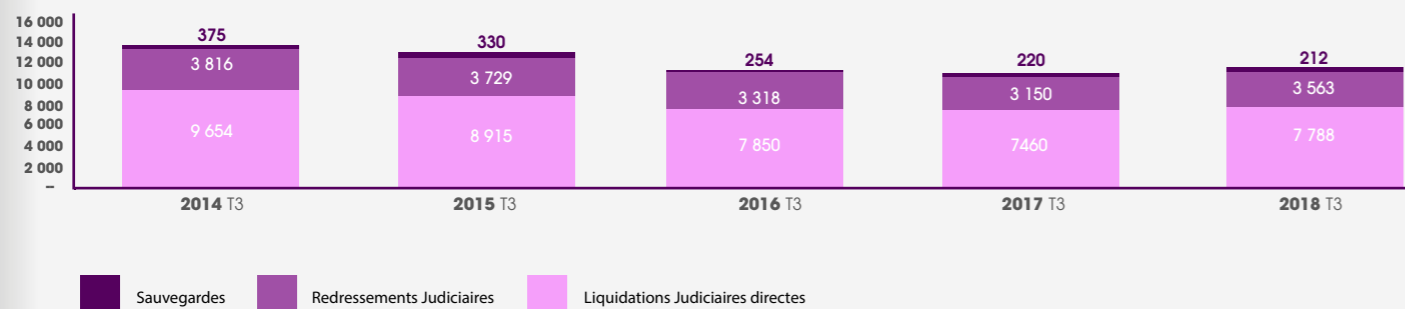
NOMBRE D'OUVERTURES	2014T3	2015T3	2016T3	2017T3	2018T3	EVOLUTION T3 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	375	330	254	220	212	-3,6%	278
Redressements Judiciaires	3 816	3 729	3 318	3 150	3 563	13,1%	3 515
Liquidations Judiciaires directes	9 654	8 915	7 850	7 460	7 788	4,4%	8 333
TOTAL DEFAILLANCES	13845	12974	11422	10830	11563	6,8%	12 127

TAUX PAR NATURE DE PROCEDURE	2014T3	2015T3	2016T3	2017T3	2018T3	EVOLUTION T3 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,7%	2,5%	2,2%	2,0%	1,8%	-0,2%	2,3%
Redressements Judiciaires	27,6%	28,7%	29,0%	29,1%	30,8%	1,7%	29,0%
Liquidations Judiciaires directes	69,7%	68,7%	68,7%	68,9%	67,4%	-1,5%	68,7%
TAUX PROCEDURE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES	2014T3	2015T3	2016T3	2017T3	2018T3	ECART T3 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	4 200	3 500	2 400	2 000	1 700	-300	2 760
Redressements Judiciaires	27 300	21 200	18 800	16 700	16 700	-	20 140
Liquidations Judiciaires directes	24 900	22 800	18 500	16 400	16 500	100	19 820
TOTAL EMPLOIS MENACES	56 400	47 500	39 700	35 100	34 900	-200	42 720

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES PAR ENTREPRISE	2014T3	2015T3	2016T3	2017T3	2018T3	ECART T3 2018/2017	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	11,2	10,6	9,4	9,1	8,0	-1,1	9,7
Redressements Judiciaires	7,2	5,7	5,7	5,3	4,7	-0,6	5,7
Liquidations Judiciaires directes	2,6	2,6	2,4	2,2	2,1	-0,1	2,4
TOTAL EMPLOIS MENACES	4,1	3,7	3,5	3,2	3,0	-0,2	3,5

Histogramme des défaillances sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

TRANCHE DE SALARIÉS	2017 T3				2018 T3				EVOLUTION 2018 T3 / 2017 T3	TAUX DE Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	125	2 037	5 689	7 851	99	2 404	6 014	8517	8,5%	70,6%
3 à 5	36	496	1 027	1 559	37	523	1 038	1598	2,5%	65,0%
6 à 9	14	260	438	712	28	272	426	726	2,0%	58,7%
10 à 19	21	213	217	451	25	208	231	464	2,9%	49,8%
20 à 49	13	107	74	194	18	115	69	202	4,1%	34,2%
50 à 99	7	20	10	37	2	15	7	24	-35,1%	29,2%
100 et plus	4	17	5	26	3	26	3	32	23,1%	9,4%
TOTAL DEFAILLANCES	220	3 150	7 460	10 830	212	3 563	7 788	11563	6,8%	67,4%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

TRANCHE D'ÂGE	2017 T3				2018 T3				EVOLUTION 2018 T3 / 2017 T3	TAUX DE Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	23	538	1 642	2 203	27	568	1 700	2295	4,2%	74,1%
3 à 5 ans	47	833	2 080	2 960	41	874	2 202	3117	5,3%	70,6%
6 à 10 ans	51	711	1 746	2 508	46	1 022	1 734	2802	11,7%	61,9%
11 à 15 ans	25	390	853	1 268	30	402	930	1362	7,4%	68,3%
16 et plus	74	678	1 139	1 891	68	697	1 222	1987	5,1%	61,5%
TOTAL DEFAILLANCES	220	3 150	7 460	10 830	212	3 563	7 788	11563	6,8%	67,4%

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

TRANCHE PAR RÉGION	2017 T3				2018 T3				EVOLUTION 2018 T3 / 2017 T3	TAUX DE Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	27	413	868	1 308	20	388	840	1248	-4,6%	67,3%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	10	134	286	430	1	142	284	427	-0,7%	66,5%
BRETAGNE	5	126	290	421	6	129	299	434	3,1%	68,9%
CENTRE VAL DE LOIRE	4	121	253	378	5	115	287	407	7,7%	70,5%
CORSE	1	31	38	70	4	41	48	93	32,9%	51,6%
GRAND EST	13	203	603	819	18	294	637	949	15,9%	67,1%
HAUTS DE France	8	237	567	812	8	251	641	900	10,8%	71,2%
ILE DE FRANCE	30	438	1 797	2 265	30	468	1 870	2368	4,5%	79,0%
NORMANDIE	16	146	307	469	12	203	314	529	12,8%	59,4%
NOUVELLE AQUITAINE	27	312	562	901	27	292	651	970	7,7%	67,1%
OCCITANIE	15	278	674	967	24	304	691	1019	5,4%	67,8%
PAYS DE LA LOIRE	15	175	334	524	15	132	350	497	-5,2%	70,4%
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR	38	451	699	1 188	35	330	696	1061	-10,7%	65,6%
OUTRE-MER, ETRANGER, NON CONNU	11	85	182	278	7	474	180	661	137,8%	27,2%
TOTAL DEFAILLANCES	220	3 150	7 460	10 830	212	3 563	7 788	11563	6,8%	67,4%

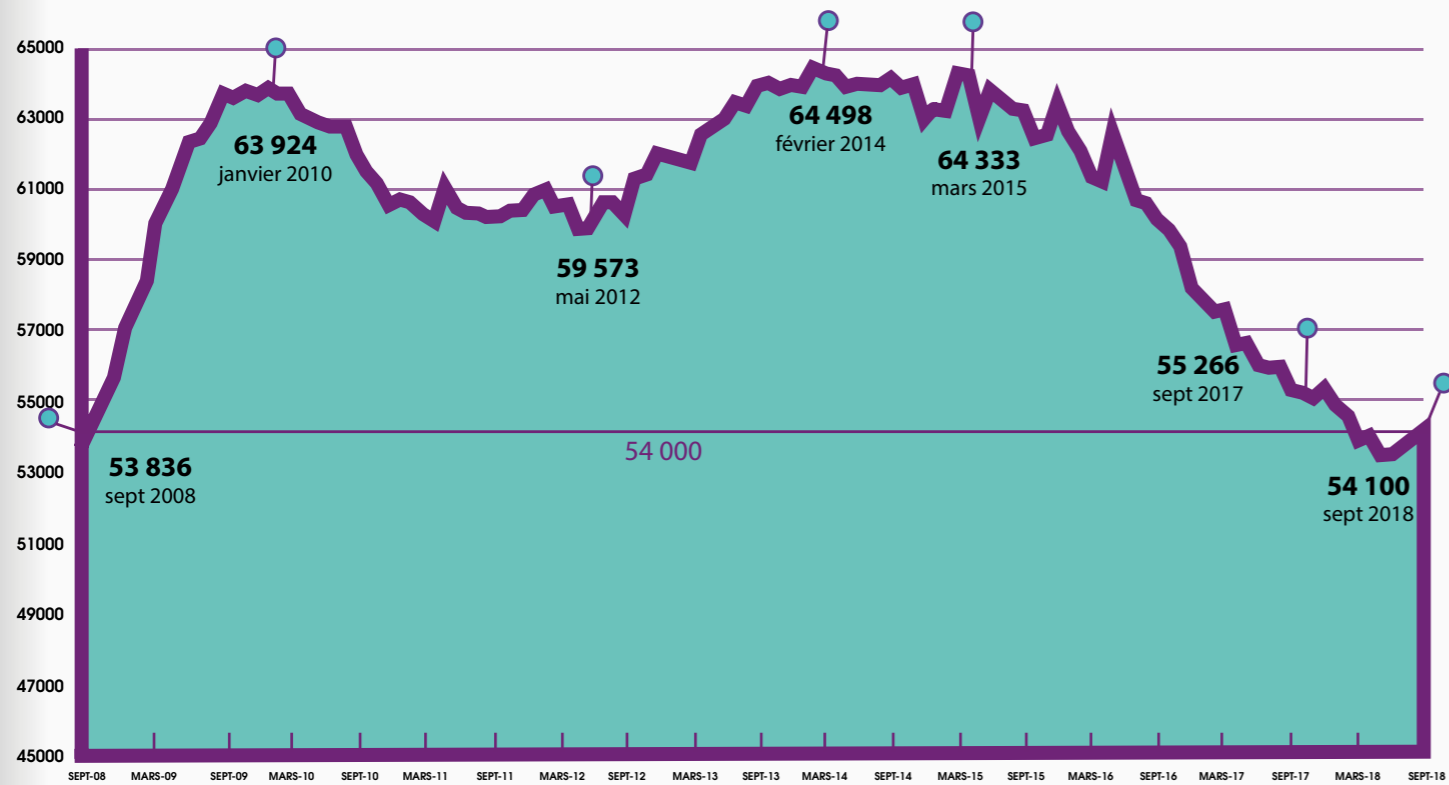
■ **Les défaillances d'entreprises de plus de 20M euros de chiffre d'affaires, ou effectif supérieur à 200, au cours du 3e trimestre 2018** (données non consolidées, dernier bilan disponible)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE DERNIER BILAN PUBLIÉ	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
TOYS R US	COMMERCE DE DÉTAIL DE JEUX ET JOUETS EN MAGASIN SPÉCIALISÉ	4765Z	77	1315	326,8	2017	RJ	JUILLET
AUDIM	COMMERCE INTERENTREPRISES DE COMPOSANTS ET D'ÉQUI. ÉLECTRO. ET TÉLÉCOM.	4652Z	93	33	158,4	2014	RJ CONVERSION EN LJ	AOUT OCTOBRE
SBMTP	COMMERCE INTERENTREPRISES DE MACHINES POUR L'EXTRACTION, LA CONSTRUCTION ET LE GÉNIE CIVIL	4663Z	75	201	72,3	2016	RJ	SEPTEMBRE
COOKUP SOLUTIONS	COMMERCE INTERENTREPRISES DE PRODUITS SURGELÉS	4639A	57	16	71,0	2015	RJ	JUILLET
NFM TECHNOLOGIES	FABRICATION DE MACHINES POUR L'EXTRACTION OU LA CONSTRUCTION	2892Z	69	261	65,7	2016	RJ	AOUT
CHARPENTES FRANCAISES	FABRICATION DE CHARPENTES ET D'AUTRES MENUISERIES	1623Z	35	300	59,0	2013	RJ	JUILLET
ATELIERS DES JANVES	FORGE, ESTAMPAGE, MATRIÇAGE - MÉTALLURGIE DES POUDRES	2550A	8	235	58,8	2017	RJ	SEPTEMBRE
DELTA RECYCLAGE	RÉCUPÉRATION DE DÉCHETS TRIÉS	3832Z	34	104	39,4	2015	SAUVEGARDE	JUILLET
MENUISERIE GREGOIRE	FABRICATION DE PORTES ET FENÊTRES EN MÉTAL	2512Z	24	291	37,7	2015	RJ PLAN DE CESSION CONCILIATION	JUILLET AOUT 2018 SEPTEMBRE 2017
INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION NETWORK France	TÉLÉCOMMUNICATIONS FILAIRES	6110Z	92	32	36,9	2016	RJ CONVERSION EN LJ	AOUT OCTOBRE
BFCTP	COMMERCE INTERENTREPRISES DE MACHINES POUR L'EXTRACTION, LA CONSTRUCTION ET LE GÉNIE CIVIL	4663Z	75	17	33,8	2015 2016 CONFIDENTIEL	RJ	SEPTEMBRE
ATLANTIQUE ALIMENTAIRE	FABRICATION DE PLATS PRÉPARÉS	1085Z	17	173	27,7	2016	RJ	JUILLET
BT ZIMAT	CONSTRUCTION DE MAISONS INDIVIDUELLES	4120A	77	23	26,8	2016	SAUVEGARDE	SEPTEMBRE
SOCIETE DE TRANSFORMATION DES PLASTIQUES SOTRAP	FABRICATION D'ÉLÉMENTS EN MATIÈRES PLASTIQUES POUR LA CONSTRUCTION	2223Z	24	188	26,5	2015	RJ PLAN DE CESSION CONCILIATION	JUILLET AOUT 2018 SEPTEMBRE 2017
IMPRIMERIE VALBLOR	AUTRE IMPRIMERIE (LABEUR)	1812Z	67	140	24,0	2015	RJ	JUILLET
SARPLAST INDUSTRIE	FABRICATION DE PIÈCES TECHNIQUES À BASE DE MATIÈRES PLASTIQUES	2229A	57	102	20,4	2016	RJ	JUILLET
BIEN VIVRE A DOMICILE BVAD (Association)	AIDE À DOMICILE	8810A	3	250	-	-	SAUVEGARDE	SEPTEMBRE
JAMES SECURITE	ACTIVITÉS DE SÉCURITÉ PRIVÉE	8010Z	91	242	7,6	2015	RJ	SEPTEMBRE
YUULOG France	ENTREPOSAGE ET STOCKAGE NON FRIGORIFIQUE	5210B	76	219	-	CRÉATION 08/2017	RJ	AOUT
RHONE INSERTION ENVIRONNEMENT (Association)	SERVICES D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER	8130Z	69	230	-	-	RJ	SEPTEMBRE

■ **Les Défaillances d'entreprises en région au 3ème trimestre 2018**



■ **Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans**
 (Données 12 mois glissants - Sept 2008 à Sept 2018)



L'info B for B sous
l'angle data

Découvrez toutes nos publications

JE DÉCOUVRE

#bedatablog
 by altares

The background of the page is a dark blue gradient with a faint, semi-transparent candlestick chart. The chart features several green and red candlesticks, with a prominent green candlestick in the center. A thick, horizontal purple bar is positioned across the middle of the page, partially overlapping the chart. The text 'PARTIE 2' is located in the upper right corner of the purple bar, and 'ANNEXES' is located in the lower right corner of the purple bar.

PARTIE 2

ANNEXES

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

■ Définition de la défaillance :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou de grande instance. Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ; Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République) soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

■ Statistiques de défaillances :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altaires collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données altaires mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

■ Les sources des procédures collectées par Altaires :

Altaires collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance de métropole et d'outre-mer. Altaires est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) sont enregistrées.

■ Données en date de jugement :

La date de défaillance retenue par Altaires est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altaires sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication

■ Nomenclature d'activités :

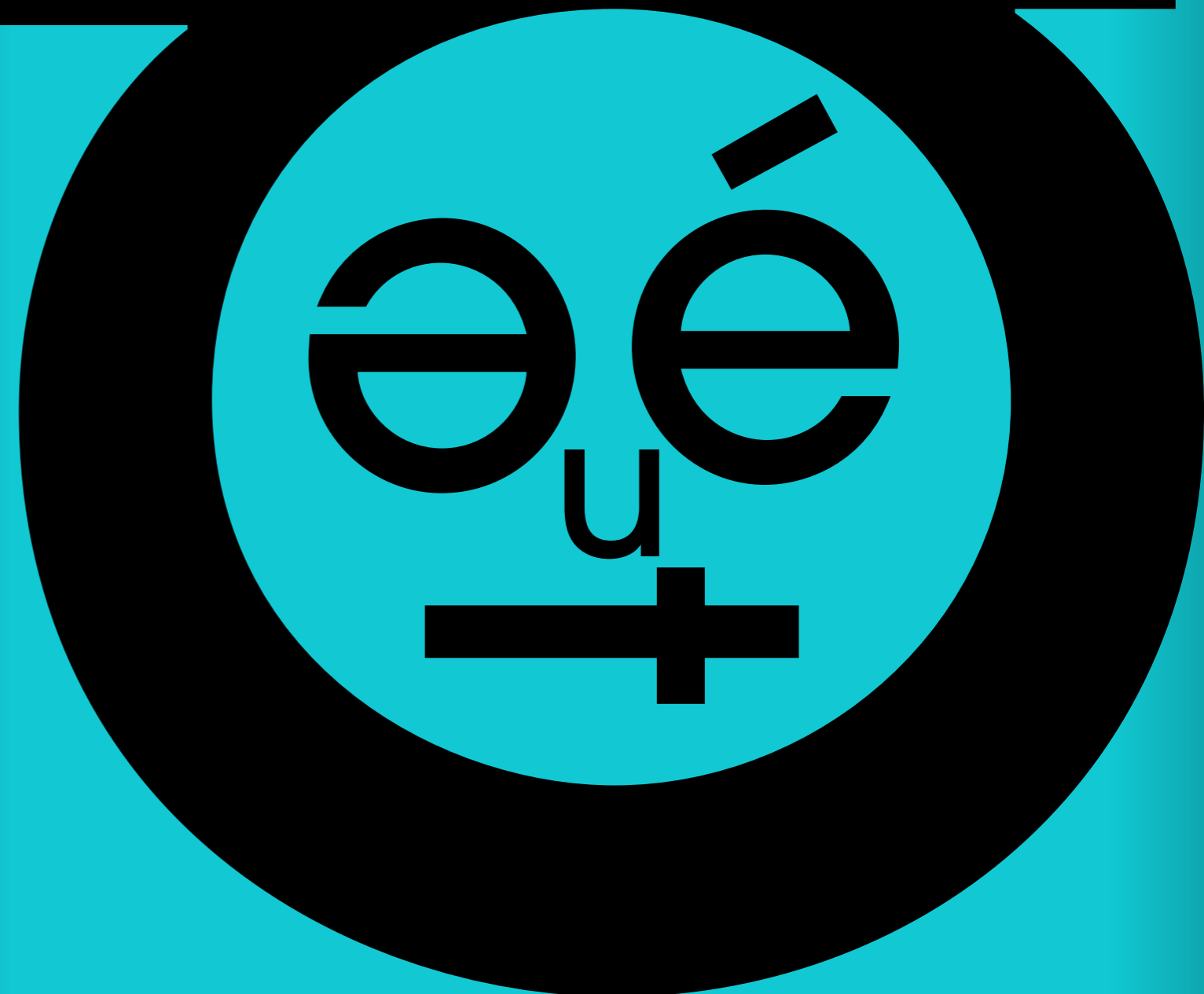
Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altaires de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

■ Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altaires à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altaires peuvent pallier l'absence de documents comptables.



Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour recevoir nos prochaines études

S'INSCRIRE

SECTEURS D'ACTIVITÉ ANALYSÉS

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs/Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

L'ANALYSE TRIMESTRIELLE

A PROPOS D'ALTARES

www.altares.com

Acteur de premier plan de la Data Economy, Altares valorise le patrimoine Data des entreprises en le transformant en performance économique. Partenaire de confiance indépendant, Altares fournit, collecte, analyse et enrichit les données afin de les rendre « intelligentes » et d'en faire un outil décisionnel agile pour les Directions Générales et opérationnelles des entreprises.

Dans un monde où la technologie accélère de façon exponentielle (IA, objets connectés, blockchain, programmation) mais où l'intuition humaine n'a jamais été aussi utile, le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des entreprises et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 300 millions d'entreprises dans 220 pays. Avec l'acquisition récente de D&B-Benelux et de la start-up Invoxis, le groupe compte désormais 420 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de plus de 115 millions d'euros.

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liées aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

RELATIONS PRESSE
Véronique Pouzeratte
vpouzeratte@vp-communication.com
Tél : 06 81 29 81 90

ALTARES
52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

DIRECTEUR DES ÉTUDES
Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

www.altares.com